

Un autre châtement inexplicable que l'on inflige aux forçats, c'est de restreindre à une lettre par deux mois la correspondance qu'ils peuvent recevoir. On dirait que l'on est bien déterminé à empêcher les prisonniers d'être atteints par les influences, qui pourraient leur procurer quelques adoucissements à leurs maux.

Et encore du même journal:

La commission s'est confusément rendue compte qu'elle avait à étudier l'un des problèmes les plus compliqués que présente l'organisation actuelle de la société. L'enquête a fait surgir assez de révélations afin d'établir l'existence des torts cruels et stupides que l'on fait subir aux infortunés forçats. Ne semble-t-il pas étrange et même pitoyable que, dans les cercles officiels, on ait reçu ce rapport, avec une fausse conception, pour ainsi dire enfantine? De toutes les révélations qui sont sorties de cette enquête, ce ne sont ni les forçats à demi noyés, ni la situation épouvantable dans laquelle se trouve l'hôpital, ni le manque de soins de la part des médecins, qui ont fait le plus d'impression dans les cercles officiels, mais bien le fait que certains employés de l'institution ont caché leur âge, lorsqu'ils ont sollicité des situations. Le traitement que l'on inflige aux prisonniers nous donne la mesure exacte de la conscience de nos gouvernants.

Je citerai encore d'un article du "Globe" de Toronto, le passage suivant:

Il est nécessaire que quelqu'un prenne la part des infortunés auxquels la société organisée inflige des souffrances avec intention, et dont personne ne tient compte des plaintes. Tant que se continuera un état de choses de cette nature, les citoyens qui vaquent à leurs affaires, en dehors des murs de nos geôles, sont sous le coup du déshonneur, quel que soit le verdict du monde à l'endroit des prisonniers.

Le but du docteur Edwards et de ceux qui l'appuient afin d'obtenir cette réforme si désirée, c'est de faire cesser le crime patent que l'on commet au nom de la société organisée, sans vouloir embarrasser ou blâmer le Gouvernement un ministre ou un fonctionnaire en particulier.

Je dois des remerciements au "Globe" pour ces bonnes paroles. Cet organe du parti libéral canadien, à mon sens, s'est montré plus juste à mon endroit que bien d'autres journaux dont j'étais en droit d'attendre tout naturellement un traitement équitable.

Voici maintenant ce qu'a publié le "Free Press" de London:

C'est une humiliation qui rejaillit sur toute la population canadienne, lorsqu'on affirme que même les malades sont maltraités dans cette institution. L'opinion qui a apparemment force de loi à Portsmouth, c'est que la raison et le but des institutions pénales, c'est de dompter les prisonniers. Les méthodes brutales qui ne désarment même pas devant la maladie, qui infligent le châtement quotidien de casser de la pierre et qui refusent la permission aux forçats de savoir des nouvelles de leurs familles, si ce n'est deux fois par mois, sont indignes du libre pays que nous habitons.

Voici, d'autre part, ce que je trouve dans le "Free Press" d'Ottawa:

La plus extrême cruauté préside à l'administration de l'infirmerie qui existe au pénitencier de Portsmouth.

Et l'"Advertiser" de London, publie:

Au moment où il est partout question de l'abolition de la peine de mort, la question se pose de savoir s'il ne serait pas moins cruel de mettre fin aux jours de quelques-uns des prisonniers qui sont incarcérés dans les prisons et les pénitenciers du Canada plutôt que de permettre qu'ils soient soumis à des brutalités de toutes sortes et privés des quelques bonnes qualités qu'ils peuvent encore posséder.

Le même journal écrit encore au sujet des pénitenciers:

Ces terribles universités du crime, d'où les prisonniers sortent avec une instruction criminelle bien plus complète que celle qu'ils auraient pu acquérir, s'ils avaient été laissés libres à l'école de la vie.

C'est encore l'"Advertiser" de London, qui dit:

On doit évidemment les (les forçats) manier avec moins de précaution que des pièces délicates de porcelaine, mais on devrait leur donner la chance d'expié leurs erreurs, sans les transformer en nullités absolues au point de vue moral, mental et physique.

Le "News" de Toronto, déclare de son côté:

Les prisonniers, dit-on, sont plutôt traités comme des animaux que des êtres humains. C'est là assurément un abus qui dure depuis assez longtemps et qui devrait disparaître à jamais.

Puis le "News" de Montréal:

On admet partout que le système en vigueur dans nos prisons est démodé, et l'on devrait effectuer les réformes qui ont du bon sens.

De son côté, le "Herald" de Hamilton, déclare:

Les témoignages ont révélé un état de choses révoltant à cette institution, à savoir: le traitement inutilement dur que l'on fait subir aux prisonniers, qui est érigé en système, les brutalités perpétrées par les fonctionnaires individuellement, l'application d'un système de répression qui doit tout naturellement produire des résultats absolument opposés à l'amélioration des forçats. L'enquête a également dévoilé des cas de favoritisme relativement à la nomination des fonctionnaires subalternes, ainsi que des passes-droits à l'endroit de quelques-uns de ces employés.

Puis un peu plus loin:

Vous ne réussirez jamais à réformer un criminel par les mauvais traitements. Il est même plus probable que vous réussirez, en le maltraitant, à le confirmer de plus en plus dans ses habitudes criminelles.

Les extraits que je viens de citer proviennent d'articles assez récents, publiés par des